

# CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

## Rapport d'activité 2017



Lyon : Centre d'Études Européennes, décembre 2017

Document disponible sur le site web du Centre d'Études Européennes, à l'adresse :  
<http://cee.univ-lyon3.fr/spip.php?rubrique92>

### **Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source**

Fiche catalographique :

Centre d'Études Européennes

**Rapport d'activité 2017**

Lyon : Centre d'Études Européennes  
2017 – 36 p. – 21 x 29,7 cm

**Directeur de publication** : Eric Carpano, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse)** : Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études en recherche et formation, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC, avec l'aide de Marsia Chungkham.

**Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit**

**Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185**

**Centre d'Études Européennes** – 15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon – Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC – CEE – 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 – Courriel : [cee@univ-lyon3.fr](mailto:cee@univ-lyon3.fr) – Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 – Web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.

CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2017

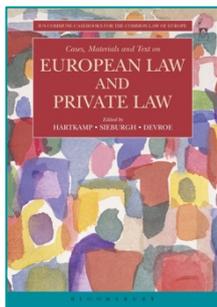
## SOMMAIRE

<b>1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES</b>	<b>5</b>
1.1. Monographies	5
1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises	8
1.3. Directions éditoriales des membres de l'EDIEC	8
<b>2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES : La Chaire Jean Monnet DMOCRIS</b>	<b>21</b>
<b>3. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2016 ET ORGANISATION 2017</b>	<b>25</b>
3.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences	25
3.1.1. Suivi 2017 des opérations organisées en 2016	25
3.1.2. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences organisés en 2017	25
3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	27
<b>4. ORGANISATION ET VIE DU CEE</b>	<b>30</b>
4.1. Contrat quinquennal 2016-2020	30
4.2. Soutenances de thèses	31
4.3. Prix, distinctions et nominations	31
4.4. Support pour les masters et les doctorats en droit européen	31
4.5. Soutien au concours de plaidoiries en droit européen <i>European Law Moot Court Competition</i>	31
4.6. Documentation scientifique	32
4.7. Moyens financiers (budget primitif 2018)	32
4.8. Site web du CEE	33
<b>A N N E X E</b>	<b>35</b>
<b>MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)</b>	<b>36</b>

## 1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres statutaires du Centre d'Études Européennes et les enseignants-chercheur associés (cf. Annexe, p. 36) ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

### 1.1. Monographies



**BERGÉ (J.-S.), CLAVIÈRE (B. de) et al.** – *Cases, Materials and Text on European Law and Private Law* / A. Hartkamp, C. Sieburgh, W. Devroe (eds). – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 528 p.

**Présentation de l'éditeur :** L'ouvrage repose sur un premier parti pris : ne retenir du droit européen que le droit primaire de l'Union européenne. Le droit du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne des droits de l'homme ne sont donc pas envisagés. De même, a été délibérément écarté, le droit dérivé de l'Union européenne : les règlements, directives et décisions notamment. Si la première exclusion s'explique par le fait que l'Union européenne forme un système juridique autonome, digne d'intérêt à lui seul, la seconde exclusion est plus arbitraire. En effet, dans le domaine du droit privé (voir la définition ci-après), le droit primaire occupe une place marginale comparée à celle accordée au droit dérivé. Ce choix arbitraire fait toute l'originalité du travail. L'objectif poursuivi par les initiateurs de ce travail est clairement de laisser à voir à la communauté des juristes, spécialement aux privatistes, ce qu'ils délaissent trop fréquemment dans leurs analyses : l'application du droit primaire en situation horizontale (droit des pratiques anticoncurrentielles, art. 101 et s. TFUE ; grandes libertés de circulations, art. 26 et s. TFUE ; principe général de non-discrimination, art. 18 TFUE) ; principes généraux dégagés par la jurisprudence de la Cour de justice sur la base du traité et dans leurs rapports avec la Charte des droits fondamentaux de l'UE, etc.).

Un second parti pris anime ce travail collectif : seuls les cas d'application horizontale du droit primaire européen sont ici considérés. Cet autre choix resserre un peu plus le champ d'étude. Le droit primaire s'applique le plus souvent en situation verticale, c'est-à-dire dans une situation impliquant l'autorité publique étatique (ou ses démembrements) que ce soit dans ses rapports à l'UE ou dans ses rapports aux individus. Ici, le choix a été fait de centrer l'analyse sur l'application du droit primaire européen entre deux ou plusieurs personnes de droit privé, notamment (mais pas seulement) quand elles sont en situation contractuelle. Ce droit appliqué aux rapports horizontaux n'est pas nécessairement du droit privé. On peut parfaitement imaginer des situations où la règle de droit public vient à se loger dans une relation horizontale, le plus souvent aux côtés d'autres règles, pour l'essentiel de droit privé. Mais par simplicité de langage et (sans doute) choix éditorial, c'est sous l'étiquette « Private Law » qu'apparaît cette application horizontale du droit primaire de l'Union européenne.



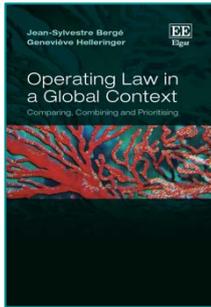
**BERGÉ (J.-S.) (ed).** – *Global Phenomena and Social Sciences. An Interdisciplinary and Comparative Approach* (avec S. Harnay, U. Mayrhofer, L. Obadia, eds). – Springer International Publishing, 2017. – 126 p.

**Publisher's Presentation:** This book offers new perspectives on global phenomena that play a major role in today's society and deeply shape the actions of individuals, organizations and nations. In a complex and rapidly changing environment, decision-makers need to gain a better understanding of global phenomena to adapt and to anticipate the evolution of the global context. The authors—ten renowned international scholars of anthropology, economics, law, management and political science—propose an interdisciplinary and comparative approach to social sciences. They analyse how international phenomena, such as globalisation or transnationalisation, transform the disciplines of social sciences from an epistemological standpoint. Explaining what 'global' means in different disciplines, the authors analyse several global phenomena that characterise today's international environment such as the circulation of norms and ideas, the linkages between war and globalization, corporate governance, and the impact of multinational enterprises on sustainable development and poverty reduction. Providing examples of analytical disciplinary approaches and guidelines for decision-makers in a fast-changing global context this book will be useful to scholars and students of anthropology, economics, law, management and political science as well as practitioners in the private and public sectors.



**BERGÉ (J.-S.). – Introduction générale au droit** (par P. Courbe, mise à jour à compter de la 12<sup>e</sup> éd. par **J.-S. Bergé**). – 15<sup>e</sup> éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 211 p.

**Présentation de l'éditeur :** *Qu'est-ce que le droit ? Le terme recouvre un ensemble de notions qu'il convient de maîtriser. C'est le droit objectif, c'est-à-dire les règles de conduite qui, dans la société, gouvernent les relations des hommes et s'imposent à eux. Mais ce sont aussi les droits subjectifs, à savoir les prérogatives reconnues à un individu dans ses rapports avec les autres, sous la protection de l'autorité publique. Retrouvez l'ensemble de la matière traitée selon ses grands axes : la règle de droit, les divisions (privé/public) et les sources du droit d'une part, la classification des droits subjectifs (extrapatrimoniaux/patrimoniaux), leurs sources (actes et faits juridiques), la preuve et les sanctions d'autre part. Cette initiation au droit s'adresse principalement aux étudiants en L1. Elle est destinée également à tous ceux qui veulent découvrir l'architecture et la signification du droit.*



**BERGÉ (J.-S.). – Operating Law in a Global Context. Comparing, Combining and Prioritizing** (avec G. Helleringer). – Cheltenham : Edward Elgar, 2017. – 256 p.

**Publisher's Presentation :** *Lawyers have to adapt their reasoning to the increasingly global nature of the situations they deal with. Often, rules formulated in a national, international or European environment must all to be jointly applied to a given case. This book seeks to make explicit the analysis the lawyer engages in every time he or she is confronted by the operation of several laws in different contexts. This reasoning is organised according to a basic three-step approach, consisting of the comparison (Part 1), combination (Part 2) and, finally, ordering or 'prioritization' (Part 3) of the methods and solutions of national, international and European law to be used to solve the case. The book conveys in detail how the law is operated through a wide*

*range of concrete examples cutting across domains including criminal law, contract law, fundamental rights, internal market, international trade and procedure.*

*This book focuses on the needs of a global lawyer who must reach conclusions in a pluralistic context. Illustrations from the domestic case law of the UK, Germany, Belgium, Italy, Spain, France and the US are used to demonstrate how lawyers can combine different contexts to improve their legal reasoning. Operating Law in a Global Context will appeal to lawyers in these jurisdictions and beyond, as well as to students training to practice in a global environment.*



**Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia** / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – *European inklings (EUj)*, Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.

*Actes des ateliers doctoraux européens du GDR RUEDELSJ 2016 (Bayonne – San Sebastian).*



**DEBARD (Th.). – Institutions juridictionnelles** (avec S. Guinchard, A. Varinard). – 14<sup>e</sup> éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 1278 p.

**Présentation de l'éditeur :** *Né de la collaboration de spécialistes des procédures civiles, pénales et de droit public, ce Précis permet d'acquérir une vue raisonnée et synthétique de la justice en France et de ses institutions. Après l'analyse critique et prospective des principes qui sous-tendent l'organisation et le fonctionnement de la justice, l'ouvrage décrit, en les replaçant dans leur évolution, les principales juridictions et professions qui leur sont associées. Au plus près de l'actualité législative et notamment de la loi du 18 novembre 2016, dite J 21, de modernisation de la Justice du XXI<sup>e</sup> siècle, de ses décrets d'application et de*

*ceux de la loi Macron pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, l'ouvrage consacre une large place au renouvellement qu'a connu la matière sous l'influence de la Cour européenne des droits de l'homme, du Conseil constitutionnel et de la question prioritaire de constitutionnalité. S'il correspond au cours d'Institutions juridictionnelles généralement enseigné en 1<sup>re</sup> année des facultés de droit, il est également fort utile à tous ceux qui préparent les concours d'accès à la magistrature et à la fonction publique ou l'examen des IEJ pour entrer dans un Centre de formation professionnelle d'avocats. Il donne enfin à tout citoyen les clefs de compréhension de la justice et des grands problèmes contemporains qui la concernent (réforme de la carte judiciaire, responsabilité des magistrats, rôles respectifs des juges et des procureurs, place du juge d'instruction, etc.).*



**DEBARD (Th.). – Lexique des termes juridiques 2017-2018 (avec S. Guinchard). – 25<sup>e</sup> éd. – Paris : Dalloz, 2017. – 1200 p.**

**Présentation de l'éditeur :** Au fil des éditions – diffusées à plus d'un million d'exemplaires – le Lexique des termes juridiques s'est imposé auprès des étudiants en droit comme un outil incontournable, alliant une information pédagogique et actualisée, à des références précises aux textes officiels et à la jurisprudence en lien avec les termes définis. Traduit dans de nombreuses langues dont l'arabe, l'espagnol, le japonais et le portugais, l'ouvrage est devenu un véritable guide juridique, permettant à chacun de connaître et de comprendre l'organisation judiciaire et les mécanismes juridiques afin de mieux faire valoir ses droits, donnant ainsi un contenu concret à l'adage « Nul n'est censé ignorer la loi ». Plus de 6 000 entrées dont 210

définitions encadrées en lien direct avec l'actualité. + Des renvois aux références des codes et des grands arrêts. principes de dialogue, de loyauté et de célérité dans le procès. L'esprit de ce manuel est d'embrasser **la totalité des procédures du droit français avec, ponctuellement, des éléments de droit allemand, de droit américain, de droit anglais et de droit italien. Droit commun et droit comparé** du procès équitable se rejoignent pour former le nouveau visage du droit processuel. Parce qu'il expose les droits fondamentaux du procès, notamment la question prioritaire de constitutionnalité, l'ouvrage s'adresse plus particulièrement aux **étudiants de master 1 et 2 et aux candidats à l'examen d'entrée dans un centre régional de formation d'avocats**, pour la préparation de l'épreuve dite « du grand oral » qui porte, précisément, sur les libertés et droits fondamentaux.



**KARPENSCHIF (M.). – Droit européen des aides d'État (Préface de Marc Jaeger, Président du Tribunal de l'UE). – 2<sup>e</sup> éd. – Bruxelles : Bruylant, 2017. – 526 p.**

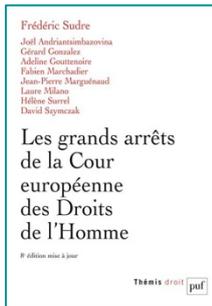
**Présentation de l'éditeur :** Le droit des aides d'État a longtemps été le « parent pauvre » du droit de la concurrence qui s'est surtout focalisé sur des matières connues dans les États membres : le contrôle des ententes, des abus de positions dominantes et le droit des concentrations. Si le contrôle des comportements anticoncurrentiels des entreprises est finalement chose aisée, il n'en va pas de même à l'égard de ceux commis par la puissance publique ; un tel contrôle ne pouvant s'effectuer que dans un cadre supranational. Institué dès le Traité CECA, le versement d'aides d'État est passé d'un principe absolu d'interdiction en 1951 à un examen encadré de compatibilité à partir de 1957. Depuis lors, la pratique décisionnelle de la Commission, la

jurisprudence constructive des juges européens conjuguées à l'augmentation exponentielle du nombre de cas à traiter (consécutivement à l'apparition de crises multiples puis durables de l'économie européenne) ont conduit à donner des contours précis à la notion d'aide d'État, à forger des règles de procédure à cet examen de compatibilité, à impliquer les autorités nationales dans la discipline des aides d'État, à inventer des sanctions spécifiques en cas d'allocation d'aides illégales et incompatibles avec le traité.

Cet ouvrage entend définir les principaux concepts (Qu'est-ce qu'une aide d'État ? Qu'est-ce qu'une compensation d'obligation de service public ? Qu'est-ce qu'une aide de minimis ?...), détailler les règles en vigueur (Qu'est-ce qu'une aide existante, une aide nouvelle ? Qu'est-ce qu'une aide illégale et/ou incompatible ?), restituer le rôle de chacun des acteurs de cette matière (Quels pouvoirs/devoirs pour la Commission, les juges européens, les autorités et les juges nationaux ?) et exposer les enjeux propres à cette matière (À quoi sert le droit des aides d'État ? Celui-ci est-il instrumentalisé à d'autres fins que l'établissement d'une concurrence pure et parfaite ?...). À jour des dernières réformes législatives (RGEC 2017 modifié, règlement de procédure 2015) et des jurisprudences de la Cour de justice (tous les arrêts de février 1961 à avril 2017) comme des juridictions nationales, l'ouvrage intéressera les avocats spécialisés en droit public et en droit de la concurrence, les magistrats administratifs, les juristes des collectivités locales et des administrations centrales ainsi que les universitaires.



**MARTI (G.) / dir. – Les Nations sans États. Un droit à l'État ? – Civitas Europa, 2017/1 (n° 38). – Dossier spécial. – 432 p.**



**SURREL (H.)**. – « Commentaires n° 17, 29, 48, 59, 60 et 61 », in : *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.

**Présentation de l'éditeur :** *La Convention européenne des droits de l'homme, signée à Rome le 4 novembre 1950 et ratifiée par la France le 3 mai 1974, fonde la protection européenne des droits de l'homme. C'est une charte vivante des droits et des libertés, enrichie par une jurisprudence visant au « développement » des Droits de l'homme, qui contribue à la formation d'un droit commun aux pays européens. Ce manuel reproduit des extraits significatifs des arrêts de la Cour*

*et mentionne la portée de la jurisprudence européenne en droit interne.*

## 1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises

**BERGÉ (J.-S.)**. – *Analyse juridique et sociologique de l'état des questions en France à la lumière des pratiques étrangères en matière de filiation des enfants conçus par gestation pour autrui à l'étranger (Grande-Bretagne, Belgique, Israël) / Legal and Sociological Analysis of the French Context considering Foreign Practices Related to Filiation of Children conceived through Surrogacy Abroad (United-Kingdom, Belgium, Israel)*. – Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice dans le cadre de l'appel à projets sur « Le "droit à l'enfant" et la filiation en France et dans le monde ». – Paris : Mission de recherche Droit et Justice, 8 juin 2017. – 288 p. – (Convention n° 14.18 – M.-A. Hermitte, K. Parizer, S. Mathieu, **J.-S. Bergé.**)

**LE BAUT-FERRARESE (B.)**.

- **Présidence du jury de thèse de doctorat en droit public de M. Aliouat** (Université Jean Moulin Lyon 3) : *Le partenariat public-privé comme mode de financement de l'ouvrage public* / dir. J.-F. Sestier, 12 déc. 2017.

- **Participation au Comité de thèse de A. Gonzalez** (Universidad de Chile, Santiago du Chili) : *Étude comparée des droits chiliens et français applicables aux énergies marines – Contribution aux instruments juridiques de régulation des usages maritimes et de valorisation des espaces marins et littoraux* / dir. P. Moraga, G. Guéguen-Hallouët, 8 mars 2017.

- **Rapporteuse pour le jury de thèse de doctorat en droit public de Marine Briard** (Université Aix-Marseille) : *Recherche sur la détermination du droit de l'UE par le droit international : l'exemple de la soft law* / dir. V. Michel, mars 2017.

## 1.3. Directions éditoriales des membres de l'EDIEC

**Jean-Sylvestre BERGÉ**

- Coordinateur de la chronique EDIEC trimestrielle « Comptes rendus d'ouvrages », *RTD Eur* (2011-2017).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de droit comparé* (Société de Législation Comparée).
- Membre de l'Advisory Board, *Spanish Yearbook of International Law*.
- Co-responsable de la chronique de droit européen des contrats (UE – CEDH), *Revue des contrats* (LGDJ ; depuis 2003).
- Responsable de la chronique annuelle « Interactions du droit international et européen », *Journal du droit international* (LexisNexis ; depuis 2009).

- Coordinateur de la Chronique EDIEC annuelle « Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne », *RTD Eur.* (2012-2017).
- Directeur de collection aux éditions Dalloz.
- Membre du comité scientifique de la Mission de Recherche Droit et Justice (GIP Justice – Ministère de la justice et CNRS).
- Membre du comité de pilotage de l'IXXI (Institut rhônalpin des systèmes complexes).
- Membre du conseil scientifique de l'Association française d'économie du droit (AFED).
- Membre du comité scientifique de la collection « Confluences des droits » (UMR DICE 7318, CNRS).
- Membre du comité éditorial de la collection d'ouvrages « Études comparatives » de l'Università degli Studi Roma Tre / dir. Pr Raffaele Torino) depuis 2017.
- Membre du comité éditorial de la revue *Portuguese journal of Police Sciences* / dir. S.R. Costa Chagas Felgueiras (Instituto Superior de Ciencias Policiais et Segurança Interna, République du Portugal – Porto) depuis 2018).

### **Christine FERRARI-BREEUR**

- Codirectrice scientifique de la revue *Juris Art etc.* (Dalloz).

### **Michaël KARPENSCHIF**

- Directeur de la collection « Centre d'Études Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 » (Bruylant).
- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique*, éd. Administrations et collectivités territoriales, *JCP A* (LexisNexis).
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics)*, Le Moniteur).

### **Gaëlle MARTI**

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*.
- Directrice de la Chronique « Étrangers » de la revue *La Semaine juridique*, éd. Administrations et Collectivités territoriales.

### **Hélène SURREL**

- Titulaire de la chronique trimestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*.

#### 1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

##### BERGÉ (J.-S.).

- « Préface » (avec H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena), p. 8-9 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – European inklings (EUi), Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- « L'espace de liberté, sécurité, justice : retour sur une année d'intersections juridiques », p. 41-47 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – European inklings (EUi), Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.
- « Le contrôle de conventionnalité », p. 35-39 in : *Précis de culture juridique* / dir. Th. Revet, F.-X. Lucas. Paris : Lextenso, 2017.
- La propriété intellectuelle en mouvement : paradoxe et perspective. – *Revista Semestrial de Direito Empresarial* (RSDE – UERJ), Issue 18 (2017).
- Quelle approche des phénomènes par le droit ? Le cas de la circulation totale au-delà du contrôle. – *D.* 2017, n° 44.
- « The Datasphere as a New Paradigm for Relationship between Territories in Law » (with S. Grumbach), *Direito e mundo digital* / M. Marinho, G. Ribeiro eds. – *Revista Brasileira de Políticas Públicas*, vol. 7 (3), dezembro 2017.
- « Lieux et formes d'application du droit étranger soumis à un contrôle de constitutionnalité et de conventionnalité », p. 17-35 in : *Le droit étranger à l'épreuve des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité* / dir. G. Cerqueira, N. Nord. – Paris : SLC, 2017.
- Climat au-delà du contrôle : gouverner l'ingouvernable maintenant ! Point de vue – nov. 2017 – *La Pensée écologique* 2007, vol. 1 (1). – <http://lapenseeecologique.com/climat-au-dela-du-controle-gouverner-lingouvernable-maintenant>
- « L'essentiel : Droit européen et international ». – E-fascicule – *Juris-Classeur Propriété littéraire et artistique* / dir. A. Lucas. – mise à jour : oct. 2017. – 16 p
- L'activation-désactivation du contrat comme vecteur de la circulation des services dans l'Union européenne. – *Rev. des contrats*, n° 2017/4.
- Le droit européen des contrats est comme le diable : il se cache dans les détails ! – *Rev. des contrats*, n° 2017/4.
- Focus sur la création de la nouvelle collection « Séquences ». Une interview sur le site d'actualité des Éditions Dalloz dédié aux étudiants en droit ([www.dalloz-etudiant.fr/actualites.html](http://www.dalloz-etudiant.fr/actualites.html)), oct. 2017.
- Entretien sur « la collection « Séquences », une nouvelle pédagogie. – *D.* 2017. 2296.  
Au-delà du contrôle : une autre façon d'aborder les changements climatiques. – *The Conversation*, 17 nov. 2017 – Beyond our control: an alternative approach to climate change – *The Conversation*, 11 December 2017.
- Le juge national compétent pour la cessation des atteintes aux droits de la personnalité des personnes morales sur Internet ou les voies de passage de l'ancien monde au nouveau monde (comm. CJUE, Gde Ch., 17 oct. 2017, aff. C-194/16). – *Légipresse* 2017, n° 355 – paru également dans une version « billet » in : Le juge national compétent en cas d'atteinte aux droits de la personnalité sur Internet selon la CJUE : les voies de passage de l'ancien monde au nouveau monde – GDR CNRS ELSJ, 2017. – <http://www.gdr-elsj.eu>.
- « Droit international privé et système juridique de l'Union européenne », p. 3-61 in : *Droit international privé et droit de l'Union européenne* / J.-S. Bergé, D. Porcheron, G. Vieira da Costa Cerqueira. – *Répertoire de droit international*. – Paris : Dalloz, juin 2017.
- « Protection et circulation des personnes : le grand chambardement (à propos de 4 ouvrages

- récents) ! » – publié sur [www.gdr-elsj.eu](http://www.gdr-elsj.eu) . – août 2017.
- Les interactions du droit international et européen. Variations autour du for de nécessité et de la propriété intellectuelle globalisée (avec S. Touzé). – *JDI* 2017/3, p. 927-943.
  - Total circulation: using legal resources to understand and control new flows (2/2) – <https://theconversation.com/total-circulation-using-legal-resources-to-understand-and-control-newflows-79463>, 20 juin 2017.
  - Total circulation: phenomena that escape the control of humanity (1/2) – <https://theconversation.com/total-circulation-phenomena-that-escape-the-control-of-humanity-79458?sa=pg2&sq=total+circulation&sr=1>, 19 juin 2017.
  - Le droit européen en situations internationales de droit privé et administratif : lectures choisies – publié sur [www.gdr-elsj.eu](http://www.gdr-elsj.eu) – juin 2017.
  - « L'altérité des constructions (juridiques) : angle-mort de la recherche (juridique) », p. 69-83 in : *Mélanges en l'honneur du Professeur François Collart-Dutilleul*. – Paris : Dalloz, 2017.
  - « L'échange des données dans l'ELSJ : l'hypothèse de la circulation totale au-delà du contrôle », p. 125-140 in : *L'échange des données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE* / dir. C. Chevallier-Govers. – Paris : Mare & Martin, 2017.
  - Droit international privé et droit de l'Union européenne. Verbo du Répertoire Droit international & Droit européen (avec D. Pocheron, G. Cerquiera). – Paris : Dalloz, 2017. – 75 p.
  - Droit primaire de l'UE et droit privé en situation horizontale contractuelle. – *Rev. Des contrats*, n° 2017/2.
  - « Le contrôle de conventionnalité », in : *Précis de culture juridique* / dir. Th. Revet, F.-X. Lucas. – Paris : Lextenso, 2017.
  - « Droit international et communautaire – Sources ». – *Juris-Classeur Propriété littéraire et artistique* / dir. A. Lucas. – Fasc. 1920. – refonte juin 2017.
  - « L'essentiel : Droit européen et international ». – *Juris-Classeur Propriété littéraire et artistique* / dir. A. Lucas. – E-fascicule. – mis à jour oct. 2017.
  - « Ce que rendre compte d'une année (2016) de jurisprudence judiciaire française intéressant le droit l'Union européenne veut dire », p. 336-1-336-2 in : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union européenne / dir. **J.-S. Bergé**. – *RTD Eur.* 2017/2.
  - L'Espace de liberté, sécurité, justice est l'avenir de l'Union européenne ! – publié sur [www.gdrejsj.eu](http://www.gdrejsj.eu). – avr. 2017.
  - Gouverner la circulation totale au-delà du contrôle (5/5). – <https://theconversation.com/gouverner-la-circulation-totale-au-dela-du-controle-75501> – 28 avr. 2017.
  - Circulation totale : des mouvements de capitaux débridés (4/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-des-mouvements-de-capitaux-debrides-75485> – 27 avr. 2017.
  - Circulation totale : des données au-delà de tout contrôle ? (3/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-des-donnees-au-dela-de-tout-controle-75433> – 26 avr. 2017.
  - Circulation totale : des déchets au-delà du contrôle (2/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-des-dechets-au-dela-du-controle-75427> – 25 avr. 2017.
  - Circulation totale : ces phénomènes qui échappent au contrôle de l'homme (1/5). – <https://theconversation.com/circulation-totale-ces-phenomenes-qui-echappent-au-controle-delhomme-75359> – 24 avr. 2017.
  - 60 ans après le Traité de Rome, le droit européen n'a pas changé (à condition que l'on s'en tienne à sa « vraie » nature). – publié sur <https://blogdroiteuropeen.com>, mars 2017.

- « Horizontal Effect of Primary European Law (including in the Area of Freedom, Security and Justice) ». – published on [www.gdr-elsj.eu](http://www.gdr-elsj.eu) – March 2017.
- « Direct and indirect horizontal effects of fundamental freedoms » (in collaboration with **B. de Clavière**), p. 169-220 in : *Cases, Materials and Text on European Law and Private Law* / A. Hartkamp, C. Sieburgh, W. Devroe (eds). – Oxford : Hart Publishing, 2017. – 528 p.
- « Fragmentation : la diversité dans l'unité et inversement », p. 253-257 in : *Dictionnaire des idées reçues du droit international en hommage à Alain Pellet*. – Paris : Pedone, mars 2017.
- La Cour de cassation, le contrôle de proportionnalité ou la contextualisation multisites du droit européen. – publié sur <http://www.gdr-elsj.eu/2017/02/01/droits-fondamentaux/la-cour-de-cassation-le-controle-de-proportionnalite-ou-la-contextualisation-multisites-du-droit-europeen/>, févr. 2017.
- Le droit européen en situation complexe : le cas du DIP en école / European law in complex situation: the PIL case study. – publié sur [www.gdr-elsj.eu](http://www.gdr-elsj.eu), févr. 2017.
- Cross-Border Movement and the Law: for an Epistemological Approach. – *Ritsumeikan Law Review* (Kyoto), 34 (2017) 1-22.
- The Gap between Legal Disciplines, Blind Spot of the Research in Law: Remarks on the Operation of Private International Law in the EU Context (Febr. 8, 2017). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2913418>.
- Perspectives de droit privé européen : au-delà des figures de droit national. – *Rev. des contrats*, n° 2017/1.
- La non-invocabilité du droit européen en situation contractuelle. – *Rev. des contrats*, n° 2017/1.
- Historiographie des rapports entre Droit de l'UE et Droit international privé. – publié sur <http://www.gdr-elsj.eu/2016/12/31/cooperation-judiciaire-civile/historiographie-des-rapports-entre-droit-de-lue-et-droit-international-prive/>, janv. 2017.
- Qu'est-ce qu'un étranger ? Entre régionalisation et globalisation. – publié sur <http://www.gdr-elsj.eu/2017/01/27/immigration/quest-quun-etranger-entre-regionalisation-globalisation>, janv. 2017.

#### **CARPANO (É.)**

- « La stérilisation forcée en droit international des droits de l'homme », in : *La sexualité en droit international des droits de l'homme* / dir. J. Cazala et B. Taxil. - Paris : Pedone, 2017. – 374 p.
- « Réflexions sur l'idée d'une jurisprudence globale des droits fondamentaux », p. 499-514 in : *Mélanges en l'honneur de Dominique Turpin*. – Paris : LGDJ, 2017.
- La transposition des directives par les régions : perspectives de droit comparé. – *Rev. de l'Union européenne* 2017. 543.
- « Préface », in : A. Fall. – *Le traitement juridictionnel du crime de génocide et des crimes contre l'humanité au Rwanda*. – Paris : L'Harmattan, 2017. – 622 p.

#### **FERRARI-BREEUR (Ch.)**

- Politique et culture : repli contre ouverture. – *Juris Art etc.* juin 2017, n° 47, p. 3.
- Le marché de l'art en exposition. – *Juris Art Etc.* févr. 2017, n° 43, p. 3.
- Brexit : Tout est fini, rien n'a commencé. – *Juris Art Etc.* janv. 2017, n° 42, p. 19-20.

**FRANÇOISE (M.)**. – « La crise de croissance de la coopération judiciaire en matière civile », p. 210-234 in : *Les crises de l'espace de liberté, sécurité, justice / Las crisis del espacio de libertad, seguridad y justicia* / dir. H. Labayle, J.I. Ugartemendia Eceizabarrena. – Actes des ateliers

doctoraux européens du GDR RUEDELSJ. – *European inklings (EUi)*, Numéro 12, 2017 (San Sebastian: Instituto Vasco de Administración Pública). – 389 p.

#### **KARPENSCHIF (M.).**

- Quelles sanctions en cas de pratiques anticoncurrentielles des soumissionnaires aux contrats de la commande publique ? (avec L. Midol-Monnet). – *ACCP*, déc. 2017, p. 54-61.
- *Private enforcement* et droit des aides d'État. – *JCP A* 2017. Étude 2285.
- Chronique de droit des aides d'État (décisions du 1<sup>er</sup> janv. au 30 avr. 2017) (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. Étude 2227.
- Note sous CJUE, 10 nov. 2016, *DTS Distribuidora de Televisión Digital c/ Comm.*, aff. C-449/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 21-22.
- Note sous Trib. UE, 15 sept. 2016, *Pietro Ferracci c/ Comm.*, aff. T-219/13 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 21.
- Note sous CJUE, 26 oct. 2016, *Dimosia Epicheirisi Ilektrismou (DEI)*, aff. C-590/14 ; CJUE, 15 sept. 2016, *PGE Gornictwo i Energetika Konwencjonalna*, aff. C-574/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 19-21.
- Note sous CJUE, 15 sept. 2016, *PGE Gornictwo i Energetika Konwencjonalna*, aff. C-574/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 19.
- Note sous CJUE, 30 nov. 2016, *Comm. c/ France et Orange*, aff. C-486/15 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 18-19.
- Note sous Trib. UE, 15 sept. 2016, *FIH Holding A/S et FIH Erhvervsbank A/S c/ Comm.*, aff. T-386/14 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 18.
- Note sous CJUE, 26 oct. 2016, *P, Orange c/ Comm.*, aff. C-211/15 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 17-18.
- Note sous Trib. UE, 14 sept. 2016, *Trajektna luka Split c/ Comm.*, aff. T-57/15 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 17.
- Note sous CJUE, 21 déc. 2016, *Comm. c/ World Wide Duty Free Group e.a.*, aff. jtes C-20/15 P et C-21/15 P (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 16-17.
- Note sous CJUE, 21 déc. 2016, *Comm. c/ Hansestadt Lübeck*, aff. C-524/14 P (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 15-16.
- Note sous Trib. UE, 15 sept. 2016, *Scuola Elementare Maria Montessorii*, aff. T-220/13 ; Trib. UE, 15 sept. 2016, *Pietro Ferracci*, aff. T-219/13 (avec J.-L. Sauron). – *JCP A* 2017. (2 mai 2017), p. 14-15.
- Après le « contrôle analogue », « l'essentiel de l'activité ». – *JCP A* 2017. 2015 (16 janv. 2017, n° 3, p. 21-23).

**LAHOUAZI (M.).** – Arbitrage international et marchés publics : entre innovation et méfiance de la cour administrative d'appel de Bordeaux. – *JCP A* 2017. 2066.

**LEKKOU (E.).** – The national identity in the service of national identities. – *Freedom, Security & Justice: European Legal Studies*, 2017, n. 3. – accessible sur <http://www.fsjeurostudies.eu/2017,-n.-3.html>.

#### **MARTI (G.).**

- Les Nations sans États. Un droit à l'État ? Avant-propos (avec Th. Fleury Graff, J.-D. Mouton, St. Pierré-Caps). – *Civitas Europa*, 2017/1 (n° 38), p. 5-7.
- Ce que l'Union européenne fait à l'État. Recherches sur l'incidence de l'appartenance à l'Union européenne sur les États-nations. – *Civitas Europa*, 2017/1 (n° 38), p. 317-335.
- Les valeurs communes de l'Union européenne et la question du pouvoir constituant. – *RUE*

n° 613/2017, p. 611-615.

- Protection des données personnelles du demandeur d'asile. – *JCP A* 2017. 2303.
- Opérance du moyen tiré de la violation de l'article 8 de la Convention EDH. – *JCP A* 2017. 2302.
- Extension de l'exception de rupture de la vie commune pour cause de violences conjugales au ressortissant tunisien. – *JCP A* 2017. 2301.
- Délivrance de plein droit d'une autorisation de travail au mineur isolé souhaitant entreprendre une formation professionnelle. – *JCP A* 2017. 2300.
- Incidence du changement de demande en cours de procédure d'extradition. – *JCP A* 2017. 2299.
- Décision administrative unique mais régime contentieux distinct. – *JCP A* 2017. 2298.
- Ouverture de l'admission exceptionnelle aux ressortissants du Cap-Vert. – *JCP A* 2017. 2297.
- Nouvelle extension de la compétence du juge de l'asile. – *JCP A* 2017. 2296.
- Exclusion de la qualité de réfugié pour suspicion de crime grave : contrôle de la qualification juridique des faits. – *JCP A* 2017. 2295.
- Invocation subsidiaire de l'admission exceptionnelle au séjour. – *JCP A* 2017. 2294.
- Expulsion possible des déboutés de l'asile pendant la trêve hivernale : une réponse – insatisfaisante – à la surcharge des centres d'accueil des demandeurs d'asile. – *JCP A* 2017. 2293.
- « Le droit de retrait », in : *Encyclopédie de la gouvernance européenne /* dir. V. Charléty e.a. – Bruxelles : Bruylant, 2017.
- Multilinguisme et identité constitutionnelle. – *RAE-LEA* n° 3/2016, p. 419-428.
- Le Brexit : déclin ou renouveau du projet européen ? – *RAE-LEA*, n° 4/2016, p. 263-271.

#### **ROBERT (L.).**

- « Le Conseil de sécurité et le trafic illicite de migrants. Le rôle de l'Union européenne », in : *Le Conseil de sécurité et la mer /* dir. K. Neri. – à paraître.
- « L'action internationale de l'Union européenne en matière de lutte contre les polluants atmosphériques », in : *La dimension environnementale de l'action extérieure de l'Union européenne /* dir. J. Auvret-Finck. – à paraître.
- Brexit et accords mixtes. – *L'Observatoire du Brexit*, oct. 2017, [<https://brexit.hypotheses.org/1000>].
- Clause Molière, Acte II. Le coup de théâtre du TA de Nantes. Note ss TA Nantes, 7 juill. 2017, *Préfète de la Région Pays de la Loire*. – *JCP A* 2017. 2218.
- Molière, les marchés publics et le travailleur détaché. – *JCP A* 2017, n° 6, p. 14-18.

#### **SOLDATOS (P.).**

- Vision d'Europe : communauté de valeurs ou «grand marché» en dérive libre-échangiste ? publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 20 nov. 2017.
- Pour la refondation de l'Europe : puiser dans la mémoire et les fondamentaux de l'idée européenne d'après-guerre. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 22 sept. 2017.
- Se fédérer ou périr : oser le saut qualitatif pour une autre Europe. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 6 juin 2017.
- Les 60 ans des traités de Rome : au-delà des panégyriques de procrastination, vers l'heure de vérité pour la transmutation de l'UE. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 9 mars 2017.
- Quel regard sur l'Union européenne à l'aube de cette nouvelle année ? Réflexions sous ciel couvert. – publié sur <http://www.fenetreeurope.com>, 25 janv. 2017.

#### **SURREL (H.).**

- La marge nationale d'appréciation en matière pénale, limite à l'égalité des sexes. Comm. Cour EDH, 3 oct. 2017, *Alexandru Enache c/ Roumanie*, req. n° 16986/12. – *JCP G* 2017. Act. 1097.
- Réserver un partenariat civil aux couples homosexuels n'est pas discriminatoire. Comm. Cour EDH, 26 oct. 2017, *Ratzenböck et Seydl c/ Autriche*, req. n° 28475/12. – *JCP G* 2017. Act. 1230.
- Sommation d'un journaliste pour témoigner lors du procès de l'une de ses sources. Comm. Cour EDH, 5 oct. 2017, *Becker c/ Norvège*, req. n° 21272/12. – *JCP G* 2017. Act. 1164.
- Impossibilité de prouver la bonne foi en matière de diffamation pour un motif procédural : une condamnation forcément prévisible. Comm. Cour EDH, 7 sept. 2017, *Lacroix c/ France*, req. n° 41519/12. – *JCP G* 2017. 1170.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 57, oct. 2017, p. 237-246.
- « Droits de l'homme ». – *Rép. Dr. international*. – Paris : Dalloz, mise à jour, juill. 2017. – 26 p.
- « La Cour européenne des droits de l'homme en chemin vers la recherche de l'égalité substantielle ? », p. 815-825 in : Chr. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2016) / dir. F. Sudre. – *RDP* 2017, n° 3.
- La consécration bienvenue du droit d'accès des « chiens de garde » aux informations d'intérêt public détenues par les autorités. Obs. ss Cour EDH, Gde Ch., 8 nov. 2016, *Magyar Helsinki Bizottság c/ Hongrie*. – *RTDH* 2017. 623-637 (n° 111, 1<sup>er</sup> juillet).
- Application inédite de l'article 17 de la Convention EDH au discours haineux visant les non musulmans. Note ss Cour EDH, déc., 27 juin 2017, *Belkacem c/ Belgique*. – *JCP G* 2017. Act. 905.
- Application inédite de l'article 17 de la Convention EDH au discours haineux visant les non musulmans. Note ss Cour EDH, déc., 27 juin 2017, *Belkacem c/ Belgique*. – *JCP A* 2017. Act. 391.
- Encadrement de l'utilisation de données à caractère personnel par la presse. Note ss Cour EDH, Gde Ch., 27 juin 2017, *Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c/ Finlande*. – *JCP G* 2017. Act. 832.
- Interdiction de la promotion de l'homosexualité. Note ss Cour EDH 20 juin 2017, *Bayev e.a. c/ Russie*. – *JCP G* 2017. Act. 774.
- Note sous Cour EDH, Gde Ch., 24 janv. 2017, *Khamtokhu et Aksenchik c/ Russie*. – *JCP G* 2017. Act. 177.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 55-56, juin 2017, p. 265-276.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* 2017, n° 54, p. 175-185.
- Traite des êtres humains et travail forcé. Note ss Cour EDH, 30 mars 2017, *Chowdury e.a. c/ Grèce*. – *JCP G* 2017. Act. 445.
- Le droit à un procès équitable peut borner la liberté de la presse. Note ss Cour EDH, 1<sup>er</sup> juin 2017, *Gisbert e.a. c/ France*. – *JCP G* 2017. Act. 708.
- Comm. n° 61, p. 743-752 in : *Les grand arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 60, p. 722-743 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 59, p. 701-722 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 48, p. 575-585 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.

- Comm. n° 29, p. 338-352 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- Comm. n° 17, p. 204-212 in : *Les grand arrêts de la Cour EDH* / dir. F. Sudre. – 8<sup>e</sup> éd. – Paris : PUF, 2017. – 968 p.
- « Un contrôle autonome des valeurs fondamentales », p. 53-70 in : *La subsidiarité conventionnelle en question* / dir. G. Gonzalez. – Limal : Anthémis / Nemesis, 2016. – 306 p.

**VIENNOIS** (J.-P.). – Originalité de l'arbitrage liée aux questions entrepreneuriales. – *Droit & Patrimoine*, sept. 2017, n° 272, p. 47-51.

## 1.5. Comptes rendus d'ouvrages

### BERGÉ (J.-S.).

- Compte rendu de Svantesson (D.), Kloza (D.) (eds). – *Trans-Atlantic Data Privacy Relations as a Challenge for Democracy*. – Anvers: Intersentia, 2017. – ISBN: 9781780684345. – 568 p.; Miller (R.A.) (ed.). – *Privacy and Power. Transatlantic Dialogue in the Shadow of the NSA-Affair*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2017. – ISBN: 9781107154049. – *RTD Eur.* 2017/4, p. XII-XIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Riesenhuber (K.) (ed.). – *European Legal Method*. – Anvers: Intersentia, 2017. – 800 p. – ISBN: 9781780682594; Vogenauer (S.), Weatherill (S.) (eds). – *General Principles of Law: European and Comparative Perspectives*. – Oxford: Bloomsbury, 2017. – 432 p. – ISBN: 9781509910717. – *RTD Eur.* 2017/4, p. IX-X, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Lodder (A.R.), Murray (A.D.) (eds). – *EU Regulation of E-Commerce. A Commentary*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 448 p. – ISBN: 9781785369339. – *RTD Eur.* 2017/4, p. VI-VII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Kotze (L.J.). – *Global Environmental Constitutionalism in the Anthropocene*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 304 p. – ISBN: 9781509907595 ; Cooreman (B.). – *Global Environmental Protection through Trade. A Systematic Approach to Extraterritoriality*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 336 p. – ISBN: 9781786434388. – *RTD Eur.* 2017/4, p. V-VI, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Cubie (D.). – *The International Legal Protection of Persons in Humanitarian Crises. Exploring the Acquis Humanitaire*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 400 p. – ISBN: 9781849468008; O'Sullivan (M.), Stevens (D.). – *States, the Law and Access to Refugee Protection. Fortresses and Fairness*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 336 p. – ISBN: 9781509901289; Berneri (Ch.). – *Family Reunification in the EU. The Movement and Residence Rights of Third Country National Family Members of EU Citizens*. – Oxford : Bloomsbury, 2017. – 160 p. – ISBN: 9781509904785 ; Pfeiff (S.). – *La portabilité du statut personnel dans l'espace européen*. – Bruxelles : Bruylant, 2017. – 718 p. – ISBN : 9782802757429. – *RTD Eur.* 2017/4, p. III-IV, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Corradi (G.), Brems (E.), Goodale (M.) (eds). – *Human Rights Encounter Legal Pluralism. Normative and Empirical Approaches*. – Oxford: Bloomsbury, 2017. – 272 p. – ISBN: 9781849467612. – *RTD Eur.* 2017/4, p. II, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Auby (J.-B.). – *Globalisation, Law and the State*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 228 p. – ISBN: 9781509903528. – *RTD Eur.* 2017/3, p. III, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Collins (H.) (ed). – *European Contract Law and the Charter of Fundamental Rights*. – Anvers: Intersentia, 2017. – 280 p.; Van Leeuwen (B.). – *European Standardisation of Services and its Impact on Private Law*. – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 252 p. – ISBN: 9781509908332. – *RTD Eur.* 2017/3, p. V, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Cuniberti (G.). – *Conflict of Laws. A Comparative Approach*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 520 p. – ISBN: 9781785365935; Rodríguez-Arana Munoz (J.) (ed). – *Recognition of Foreign Administrative Acts*. – Cham: Springer, 2016. – 388 p. – ISBN: 9783319189734; Hazelhorst (M.). – *Free Movement of Civil Judgments in the European Union and the Right to a Fair Trial*. – La Haye: Springer, 2017. – 448 p. – ISBN: 9789462651616. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VI-VII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de De Witte (B.) e.a. (eds). – *Between Flexibility and Disintegration. The Trajectory of Differentiation in EU Law*. – Cheltenham: Edward Elgar, 2017. – 448 p. – ISBN: 9781783475889. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).
- Compte rendu de Derieux (E.). – *Droit européen des médias*. – Bruxelles : Bruylant, 2017. –

1034 p. – ISBN : 9782802757696. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Ireland-Piper (D.). – *Accountability in Extraterritoriality. A Comparative and International Law Perspective.* – Cheltenham: Edward Elgar, 2017. – 208 p. – ISBN: 9781786431776. – *RTD Eur.* 2017/3, p. X, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Ligeti (K.), Simonato (M.) (eds). – *Chasing Criminal Money. Challenges and Perspectives on Asset Recovery in the EU.* – Oxford: Hart Publishing, 2017. – 400 p. – ISBN: 9781509912070. – *RTD Eur.* 2017/3, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Sloss (David L.). – *The Death of Treaty Supremacy. An Invisible Constitutional Change.* – Oxford: Oxford University Press, 2016. – 472 p. – ISBN: 9780199364022. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XIV, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Seville (C.). – *EU Intellectual Property Law and Policy.* – 2<sup>nd</sup> ed. / Rosén (J.). – *European Intellectual Property Law. Critical Concepts in Intellectual Property Law series / dir. M. Vivant.* – *European Case Law on infringements of intellectual property rights.* – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 592 p. – ISBN: 9781781003459 / Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 672 p. – ISBN: 9781784714666 / Bruxelles: Bruylant, 2016. – 296 p. – ISBN: 9782802751533. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Petersmann (E.U.). – *Multilevel Constitutionalism for Multilevel Governance of Public Goods. Methodology Problems in International Law.* – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 416 p. – ISBN: 9781509909124. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XII-XIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Persson (A.H.), Kristoffersson (E.) (eds). – *Swedish Perspectives on Private Law Europeanisation.* – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 216 p. – ISBN: 9781849466974. – *RTD Eur.* 2017/2, p. XII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Perry (M.) (ed.). – *Global Governance of Intellectual Property in the 21<sup>st</sup> Century. Reflecting Policy Through Change / Alemanno (A.), Bonadio (E.) (eds).* – *The New Intellectual Property of Health. Beyond Plain Packaging / Leepuengtham (T.).* – *The Protection of Intellectual Property Rights in Outer Space Activities / Ruzek (V.).* – *Communautarisation et mondialisation du droit de la propriété intellectuelle.* – La Haye: Springer, 2016. – 242 p. – ISBN: 9783319311760 / Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 384 p. – ISBN: 9781784718787 / Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2017. – 256 p. – EAN: 9781785369612 / Paris : Institut universitaire Varenne, 2016. – 708 p. – ISBN : 9782370320896. – *RTD Eur.* 2017/2, p. X-XI, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Grandjean (G.), Wildemeersch (J.) / dir. – *Les juges : décideurs politiques ? Essais sur le pouvoir politique des juges dans l'exercice de leur fonction.* – Bruxelles : Bruylant, 2016. – 372 p. – ISBN : 9782802754848. – *RTD Eur.* 2017/2, p. VII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Eeckhout (P.), Lopez-Escudero (M.). – *The European Union's External Action in Times of Crisis.* – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 624 p. – ISBN: 9781509900558. – *RTD Eur.* 2017/2, p. VI, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Bensoussan-Brulé (V.), Torres (C.) et al. – *Faillies de sécurité et violation de données personnelles / Daly (A.).* – *Private Power, Online Information Flows and EU Law. Mind The Gap.* – Bruxelles : Larcier, 2016. – 146 p. – ISBN : 9782804478490 / Oxford: Hart Publishing, 2016. – 184 p. – ISBN: 9781509900657. – *RTD Eur.* 2017/2, p. I, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Brière (C.). – *La régulation normative dans l'espace judiciaire européen.* – Bruxelles : Larcier, 2016. – 140 p. – ISBN : 9782804489564. – *RTD Eur.* 2017/1, p. II, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Buelens (J.), Rigaux (M.) (eds). – *From Social Competition to Social*

*Dumping*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 148 p. – ISBN: 9781780683522. – *RTD Eur.* 2017/1, p. III, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Chalmers (D.) et al. – *The End of the Eurocrats' Dream*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 278 p. – ISBN: 9781107090545 / Popelier (P.), Lambrecht (S.), Lemmens (K.) (ed). – *Criticism of the European Court of Human Rights*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 571 p. – ISBN: 9781780684017. – *RTD Eur.* 2017/1, p. III-IV, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Colson (R.), Field (S.). – *EU Criminal Justice and the Challenges of Diversity. Legal Cultures in the Area of Freedom, Security and Justice*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 294 p. – ISBN: 9781107096585. – *RTD Eur.* 2017/1, p. IV, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Delgado Casteleiro (A.). – *The International Responsibility of the European Union. From Competence to Normative Control*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 278 p. – ISBN: 9781107090545. – *RTD Eur.* 2017/1, p. IV-V, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Durovic (M.). – *European Law on Unfair Commercial Practices and Contract Law*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 214 p. – ISBN: 9781782258117 / Weatherill (S.). – *Contract Law of the Internal Market*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 230 p. – ISBN: 9781780682402. – *RTD Eur.* 2017/1, p. V, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de McDonagh (L.). – *European Patent Litigation in the Shadow of the Unified Patent Court*. – Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2016. – 224 p. – ISBN: 9781784714734 / Kennedy (M.). – *WTO Dispute Settlement and the TRIPS Agreement. Applying Intellectual Property Standards in a Trade Law Framework*. – Cambridge: Cambridge University Press, 2016. – 498 p. – ISBN : 9781107144682. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VI, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Pazartzis (P.), Gavouneli (M.) et al. (eds) – *Reconceptualising the Rule of Law in Global Governance, Resources, Investment and Trade*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 520 p. – ISBN: 9781849468800. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VII-VIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Shen (G.). – *Regulation of Cross-Border Establishment in China and the EU*. – Anvers: Intersentia, 2016. – 302 p. – ISBN: 9781780684147. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

**CARPANO (É.)**. – Compte rendu de de Blumann (Cl.) / dir. – *Commentaire J. Mégret : introduction au marché intérieur. Libre circulation des marchandises*. – Bruxelles : Université de Bruxelles, 2015. – 542 p. – ISBN : 9782800415819. – *RTD Eur.* 2017/2, p. II-III, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

**LEKKOU (E.)**.

- Compte rendu de De La Rosa (St.) / dir. – *L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession*. – Paris: Société de législation comparée, 2014. – 220 p. – ISBN: 9782365170406 – *RTD Eur.* 2017/4, p. V, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Anagnostopoulou (D.), Papadopoulou (I.), Papadopoulou (L.). – *The EU at a Crossroads. Challenges and Perspectives*. – Cambridge: Cambridge Scholars publishing, 2016. – 310 p. – ISBN: 9781443899291. – *RTD Eur.* 2017/4, p. I-II, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

**MARTI (G.)**.

- Compte rendu de Ronse (T.). – *Les compétences de l'Union européenne*. – Bruxelles :

Université de Bruxelles, 2017. – 364 p. – ISBN : 9782800416120. – *RTD Eur.* 2017/3, p. XIII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Bertrand (B.). – *Les catégories juridiques du droit de l'Union européenne*. – Bruxelles : Bruylant, 2016. – 442 p. – ISBN : 9782802751151. – *RTD Eur.* 2017/3, p. III-IV, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

#### **ROBERT (L.).**

- Compte rendu de Leach (Ph.), Donald (A.). – *Parliaments and the European Court of Human Rights*. – Oxford: Oxford University Press, 2016. – 352 p. – ISBN: 9780198734246. – *RTD Eur.* 2017/3, p. X-XII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Fromont (L.), Van Waeyenberge (A.). – *Actualités de la protection juridictionnelle dans et par l'Union européenne*. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 264 p. – ISBN : 9782804490744. – *RTD Eur.* 2017/3, p. VIII-IX, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

#### **ZAMPINI (F.).**

- Compte rendu de Bergström (M.), Iacovides (M.), Strand (M.) (eds). – *Harmonising EU Competition Litigation. The New Directive and Beyond*. – Oxford: Hart Publishing, 2016. – 384 p. – ISBN: 9781849467629. – *RTD Eur.* 2017/1, p. I-II, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

- Compte rendu de Parisi (N.), Peralia (V.). – *Elementi di diritto dell'Unione europea. Un ente di governo per Stati e individui*. – Milan : Le Monnier Università, 2016. – 346 p. – ISBN : 9788800746649. – *RTD Eur.* 2017/1, p. VI-VII, accessible sur [www.dalloz-revues.fr](http://www.dalloz-revues.fr).

## 2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES : La Chaire Jean Monnet DMOCRIS



### Projet DMOCRIS : Démocratie et intégration dans une Europe en crise

Titulaire de la Chaire : **Pr. Éric Carpano**

Référence : **587011-EPP-1-2017-1-FR-EPPJMO-CHAIR**

Financement : **50 000 euros**

Durée : **3 ans**

### Présentation :

À l'heure où le projet européen est en crise et où les démocraties européennes sont traversées par des tentations nationalistes et populistes, il est plus que jamais nécessaire de replacer l'Europe au centre de l'espace public. Tel est l'un des objectifs de cette Chaire en offrant un support institutionnel et financier pour la promotion de l'idée européenne au moyen de différentes actions de **formation (I)** et de **recherche (II)** en région Auvergne-Rhône-Alpes en collaboration avec des partenaires locaux, nationaux et européens (Espagne, Hongrie, Italie).

### I. Une formation européenne attractive, de qualité et diversifiée pour tous

La formation aux questions européennes est la première étape de la reconquête de l'espace public. Nous souhaitons, eu égard aux problématiques développées, consolider, professionnaliser, renouveler, ouvrir et diversifier davantage cette offre de formation aux questions européennes.

#### 1.1. Consolidation de la formation européenne par l'amélioration et l'approfondissement de la formation

La Chaire Jean Monnet doit permettre de consolider la formation existante en assurant sa pérennisation et son approfondissement et de redynamiser la formation par sa professionnalisation, sa diversification, et le renouvellement des méthodes.

##### 1.1.1. Cohérence et continuité d'un enseignement d'excellence en droit européen

L'un des objectifs de la Chaire est de garantir l'excellence de la formation en droit européen. L'ensemble des enseignements en droit européen, répartis entre la 1<sup>ère</sup> (L1) et la 5<sup>ème</sup> année (M2) seront coordonnés par le comité de pilotage et de suivi de la Chaire afin de garantir la cohérence et la continuité du contenu de ces enseignements de telle sorte que tous les étudiants sortant de l'Université Lyon 3 aient reçu une formation suivie en droit européen :

- élaboration collective d'un programme commun
- articulation commune des enseignements
- détermination collective des modalités d'évaluation
- échanges pédagogiques entre les enseignements de droit européen dans le cadre du comité de pilotage et suivi
- partage des expériences entre les étudiants de différents niveaux (L1 à M2).

##### 1.1.2. Pérennisation de la formation

Au cours des dernières années, le droit européen a servi de variable d'ajustement dans de nombreuses spécialités de droit en étant en priorité frappé par une diminution de son volume horaire. Jusqu'en 2016, il existait deux Masters 2 de droit européen : l'un à visée professionnelle (30 étudiants) et l'autre à visée recherche (10 étudiants). Les deux diplômes ont fusionné à la rentrée 2016.

##### 1.1.3 Professionnalisation de la formation

Nous souhaitons renforcer l'attractivité de nos formations en droit européen en proposant un enseignement plus professionnalisant qui passera par la création de deux modules d'enseignement nouveaux dans le

master 2 :

- **un séminaire d'insertion professionnelle de 15h** qui doit permettre de faire intervenir des praticiens du droit européen et des politiques européennes ;

- **un séminaire de clinique de droit européen de 15h** qui doit permettre d'encadrer les étudiants dans la participation à une clinique de droit européen en partenariat notamment avec le Groupement d'information et de soutien des immigrés (GISTI) et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDE) et / ou à des concours européens de plaidoirie (European Law Moot Court / Concours Rousseau).

#### 1.1.4. Renouvellement des méthodes d'enseignement

Le droit européen est, en tant qu'objet original, un laboratoire d'expérimentation des nouvelles formes de normativités. Il doit aussi être prétexte à de nouvelles formes d'enseignement si l'on veut assurer son attractivité et sa diffusion au-delà du cercle restreint des spécialistes :

- favoriser en présentiel l'apprentissage pratique par la mise en situation, l'initiation à la recherche et la pédagogie inversée ;

- introduire un enseignement clinique visant à faire travailler les étudiants sur des cas réels en collaboration avec des ONG ou des cabinets d'avocat ;

- expérimenter un enseignement libre et gratuit, en ligne, accessible non seulement aux étudiants du Master de droit européen mais également à un public plus large : les séminaires de l'Europe en contexte seront filmés et mis en ligne pour être accessibles au plus grand nombre (podcasts des séminaires, vidéos en ligne de cours) : l'objectif est de créer un MOOC Questions européennes pour le grand public d'ici la rentrée 2020 sur la base de ces différents supports.

#### 1.1.5 Diversification de la formation européenne : *L'Europe en contexte*

À l'heure actuelle, nos enseignements en droit européen sont exclusivement centrés sur la seule dimension juridique. La complexité du processus d'intégration européenne et les différentes figures de la crise européenne démontrent qu'il n'est plus possible de penser l'intégration européenne au seul prisme du phénomène juridique. Une approche contextuelle du droit européen est plus que jamais nécessaire.

La création d'un séminaire « **Europe en contexte** » de 16h déclinera une problématique transversale, d'un point de vue pluridisciplinaire, au travers de la participation de différents intervenants. Pour plus de cohérence entre la recherche et la formation, ce séminaire transversal s'inscrira dans la thématique annuelle de travail de la Chaire : par exemple, pour l'année 2017-2018, la sous-thématique annuelle retenue est « Identités et intégration » et le séminaire comportera 8 interventions de 2h sur ce thème en lien avec les recherches menées par les membres de l'équipe.

Cet enseignement doit faire le lien entre la recherche et l'enseignement en servant de support à la diffusion généraliste des recherches menées dans le cadre des thématiques annuelles.

#### 1.2. Formation continue : Ouverture de la formation européenne vers la société civile (Activités supplémentaires)

Le deuxième objectif de formation de la Chaire Jean Monnet est la diversification de la formation aux questions européennes et son ouverture vers la société civile. Le projet européen souffre singulièrement d'un déficit de pédagogie ce qui affecte résolument la place de l'idée européenne dans l'espace public. Trois actions spécifiques seront financées par la Chaire Jean Monnet :

- Un **cycle de formation de 20h** en partenariat avec le Rectorat de Lyon à destination des enseignants du secondaire (collège et lycée) sur les questions européennes (à partir de septembre 2018)

- Un **cycle de biennale (2017-2018 et 2019-2020)** : conférences de 20h sur l'Europe, accessible aux adultes sans condition de diplôme dans le cadre de la formation continue Lettres/Langues/Philosophie. Cet enseignement fera également le lien entre la recherche et l'enseignement en servant de support à la diffusion généraliste des recherches menées dans le cadre des thématiques annuelles.

- Une **journée sur « L'état de l'Union »** en partenariat avec la presse locale, les médias locaux (Euronews et Télévision Lyon Métropole) et les collectivités territoriales.

### **1.3. Université d'été visant à l'intégration des doctorants : séminaire doctoral d'été (début juillet) – Incubateur de recherche en partenariat et en alternance avec l'Università di Napoli-Parthénope**

Pendant près de 25 ans l'Université Jean Moulin Lyon 3 a organisé une Université européenne d'été sur l'Europe. Le professeur Eric Carpano en fut le directeur de 2008 à 2011. Par manque de moyens financiers, cette université d'été a été interrompue en 2011. Il s'agit de relancer ce projet en le réorientant vers un séminaire doctoral d'été et la constitution d'un réseau européen de jeunes chercheurs. Cette université doctorale d'été aura lieu en alternance entre Lyon et Naples.

Ces activités de formation seront appuyées par la publication d'un **ouvrage généraliste sur les *Grandes notions du droit européen***, PUF, Paris (septembre 2019/septembre 2020) réalisé en collaboration avec Eric Carpano, Gaëlle Marti et Bernadette Le Baut-Ferrarese.

## **II. Soutenir une recherche d'excellence sur le thème « Démocratie et intégration dans une Union en crise »**

Le second volet de la Chaire DMOCRIS vise à soutenir une **recherche d'excellence sur le thème de la crise de la démocratie et de l'intégration en Europe**. Cette recherche vise trois objectifs :

- Approfondir les connaissances liées au développement de l'intégration européenne dans le cadre des crises nationales et européennes de la démocratie et de l'intégration ;
- Construire un réseau de partenaires visant à la constitution d'un pôle d'expertise européen sur la crise démocratique et de l'intégration (D-CrisNet : democris network) ;
- Associer et intégrer les jeunes chercheurs (doctorants) dans ce réseau européen.

Ces recherches donneront lieu à différents types de **manifestations scientifiques** :

- colloques internationaux ;
- ateliers de recherche ;
- conférences ;
- séminaires doctoraux.

Cette recherche s'articulera autour de **trois sous-thèmes** distincts au cours des trois années de la durée de la Chaire :

- **Identités et intégration (2017-2019)** : Ce projet vise à confronter la résurgence des revendications identitaires nationales avec la possibilité de construire une identité européenne qui servirait de catalyseur à l'intégration européenne. Ces revendications identitaires (indépendantistes, autonomistes, nationalistes) sont sources de fragmentation de l'Union alors même que l'Union tente de s'imposer comme une puissance dans l'ordre international. Dans le cadre de cette recherche il s'agit ainsi d'interroger l'avenir de la construction européenne dans un espace fragmenté et pluriel et de réfléchir à des modèles alternatifs pour repenser l'unité dans la diversité. Ce thème « Identités et intégration » (IDTCRIS) sera également le support d'un **Projet Jean Monnet** par ailleurs présenté en partenariat avec la CASA de VELASQUEZ (Madrid) et l'Università di Napoli-Parthenope (Italie). Ce thème sera décliné dans le cadre de trois séminaires organisés à Madrid, Naples et Budapest et un colloque final à Lyon.

- **Migrations et citoyenneté (2018-2019)** : Le thème vise à appréhender la crise migratoire en Europe dans le contexte plus large de la crise de l'intégration européenne et des questions qu'elle soulève, du point de vue institutionnel, juridique et politique, en termes d'identité, de solidarité et de citoyenneté. (colloque automne 2019)

- **Démocratie et marché (2019-2020)** : Il s'agit d'interroger dans le contexte de la crise économique et budgétaire européenne l'articulation des exigences de démocratie et de marché dans la construction européenne. (colloque printemps 2020)

Ces différentes thématiques donneront lieu à la publication de **trois ouvrages** :

- *L'exception en droit de l'Union européenne*, actes du colloque d'octobre 2017.
- *Identités et intégration dans une Union en crise*, actes du colloque d'octobre 2019.
- *Migrations et citoyennetés*, actes du colloque printemps 2019.

## Programme Erasmus+ | Activités Jean Monnet | Chaires Jean Monnet

Une chaire Jean Monnet est un poste d'enseignement spécialisé dans les études sur l'Union européenne pour les professeurs d'université. Chaque chaire Jean Monnet ne peut être occupée que par un seul professeur, qui doit dispenser au minimum 90 heures d'enseignement par année universitaire sur une période de trois années consécutives. En outre, le titulaire de la chaire doit effectuer au moins une activité supplémentaire par année universitaire.

### **Ce qui est soutenu**

#### **Activités principales** (minimum 90 heures par année universitaire)

- approfondir l'enseignement dans le domaine des études européennes dans le cadre du programme officiel d'un établissement d'enseignement supérieur;
- fournir un enseignement approfondi sur les questions européennes aux futurs professionnels de domaines de plus en plus recherchés sur le marché du travail.

#### **Activités supplémentaires**

- dispenser un enseignement/des conférences à des étudiants d'autres départements (par exemple architecture, médecine, etc.) pour mieux les préparer à leur future vie professionnelle ;
- encourager, conseiller et encadrer la nouvelle génération d'enseignants et de chercheurs sur les sujets européens ;
- conduire, contrôler et superviser la recherche sur des sujets européens pour d'autres niveaux d'enseignement, tels que la formation des enseignants et l'enseignement obligatoire ;
- participer à des conférences, séminaires/webinaires, ateliers, etc. ciblant les décideurs politiques aux niveaux local, régional et national, ainsi que la société civile.

### **Soutien disponible**

Le montant maximal de la subvention s'élève à **50 000 EUR**. Ce montant peut représenter au maximum **75 %** du coût éligible total de la chaire Jean Monnet.

### 3. OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES : SUIVI 2016 ET ORGANISATION 2017

#### 3.1. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences

##### 3.1.1. Suivi 2017 des opérations organisées en 2016

16 juin 2016 – UJML3, Auditorium André Malraux

*Libre prestation de services et détachement de travailleurs au sein de l'UE*



Colloque du **Centre de Droit Pénal** (dir. sc. : Bl. Thellier de Poncheville) avec le soutien et la participation du **CEE** et du **CREDIP**.



Les actes sont parus en décembre 2016 : **THELLIER de PONCHEVILLE (B. de) / dir.** – *Libre prestation de services et détachement de travailleurs au sein de l'UE.* – RLDA déc. 2016. – suppl. au n° 121. – 52 p.

#### 3.1.2. Colloques, workshops, journées d'études, ateliers de recherche et conférences organisés en 2017



2 au 5 février 2017 – La Haye (The Hague University of Applied Sciences)  
*European Law Moot Court, finale régionale*

**Juliette Boivineau, Pierre Carrot, Jules Dimondo et Alexandre Raba**, étudiants en *M2 Droit européen des affaires*, entraînés et accompagnés par **Gaëlle Marti, Yassine Chattout et Georges Tirel**, ont été qualifiés pour la finale régionale qui a lieu à La Haye, du 2 au 5 février 2017, au terme de laquelle ils se sont inclinés. L'*European Law Moot Court* est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais. Le **CEE** apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique et financier.

Case 2016-2017: [Woland v European Central Bank and Woland v National Central Bank of Bezdomy \(Joined Cases M-80/16 and M-230/16\)](#).



**28 mars 2017 – UJML3, Amphi Huvelin**  
**La Cour de justice de l'Union Européenne et la crise de la zone euro**

Phot. : Web TV Lyon 3.

**Conférence de spécialité EDD, IDEA, CEE du Pr. Constantin Yanakopoulos, à la lumière des jurisprudences les plus récentes (*Ledra Advertising Ltd*, aff. C-8/15 P, *Mallis et Malli c/ Com. et BCE*, aff. C-105/15 P) (dir. sc. : M. Karpenschif).**

La vidéo (Web TV Lyon 3) de la conférence est en ligne sur la [Web TV de Lyon 3](#).

Ecole Doctorale Droit - Université Jean Monnet Lyon 3

CONFÉRENCE DE SPÉCIALITÉ  
 Équipe de Droit International Européen et Comparé  
 Centre d'Études Européennes

La Cour de justice de l'Union Européenne et la crise de la zone euro.

à la lumière des jurisprudences les plus récentes : Ledra Advertising Ltd c/ IRI, aff. C-8/15 P, Mallis et Malli c/ Com. et BCE, aff. C-105/15 P

Constantin GIANNAKOPOULOS  
 Pr, Université d'Athènes

Mardi 28 mars 2017  
 17h-19h  
 Amphi Huvelin

Université Jean Monnet Lyon 3 - 13 rue Claude Bernard - 69622

IDENTITÉS ET INTÉGRATION EUROPÉENNE : LE DROIT EN PERSPECTIVE

Séminaire international UJML3 8 JUIN 2017  
 Faculté de Droit - Salle Caillemer  
 13 rue Claude Bernard

Ce séminaire international co-organisé par le CEE de l'Université Jean Monnet de Lyon et l'EDIEC de l'Université de Rennes a pour vocation de favoriser la mise à jour des connaissances des juristes de la zone euro sur les évolutions du droit de l'Union européenne et de ses implications dans la zone euro. Il s'agit en particulier de confronter la jurisprudence des juridictions nationales européennes et européennes avec la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. Ces retours d'expérience sont essentiels pour la mise à jour des connaissances des juristes de la zone euro.

Le droit international des États européens est un droit qui a connu une évolution constante. Les États membres de l'Union européenne ont une identité juridique qui transcende l'État et les États membres à la lumière du droit de l'Union européenne. Il s'agit de définir les contours de cette identité juridique et de son rôle dans la construction d'un droit public commun européen d'intégration. Ces retours d'expérience sont essentiels pour la mise à jour des connaissances des juristes de la zone euro.

Le droit international des États européens est un droit qui a connu une évolution constante. Les États membres de l'Union européenne ont une identité juridique qui transcende l'État et les États membres à la lumière du droit de l'Union européenne. Il s'agit de définir les contours de cette identité juridique et de son rôle dans la construction d'un droit public commun européen d'intégration. Ces retours d'expérience sont essentiels pour la mise à jour des connaissances des juristes de la zone euro.

Pour la présidence des États de la zone euro, nous nous sommes réunis sur la question de l'identité de la zone euro. Cette question est au cœur de la construction d'un droit public commun européen d'intégration et de son rôle dans la construction d'un droit public commun européen d'intégration.

**8 juin 2017 – UJML3, Salle Caillemer**  
**Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective**

Colloque organisé par le CEE, avec le soutien de l'EDIEC, de l'EDD et du SGR (dir. sc. : E. Carpano).

COLLOQUE

L'EXCEPTION EN DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

12 ET 13 OCTOBRE 2017

Amphithéâtre Huvelin  
 Université Jean Monnet Lyon 3

© 2017 UJML3 - UJML3-UNIVERSITY OF LYON 3

EDIEC CEE SGR

**12 et 13 octobre 2017 – UJML3, Amphi Huvelin**  
**L'exception en droit de l'Union**

Colloque organisé par le CEE, avec le soutien de l'EDIEC, de l'EDD et du SGR (dir. sc. : E. Carpano, G. Marti).



Les actes paraîtront en 2018 aux *Presses universitaires de Rennes*.

### 3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

#### BERGÉ (J.-S.).

- Participation à la session 4 (dir. J.-L. Halpérin) sur le thème *Transferts, transplants : la (difficile) coexistence des cultures juridiques : de la colonisation à la globalisation*. – Saint-Étienne : Université Jean Monnet, « Approche(s) culturelle(s) des savoirs juridiques », CERCRID, coord. sc. A.-S. Chambost, déc. 2017.
- *Analyse critique du discours de la CJUE sur la circulation (à propos des avis 2/15 et 3/15)*. – Communication. – Québec : Université Laval (Centre de droit international et transnational / org. Ch.E. Côté, S. Guillemard), déc. 2017.
- *L'approche du droit par les phénomènes : le cas des circulations totales au-delà du contrôle*. – Communication. – Québec : Université Laval (Centre de droit international et transnational / org. Ch.E. Côté, S. Guillemard), déc. 2017.
- *Flux au-delà du contrôle*. – Communication. – Lyon : ENS (École thématique « Anthropocène » : Mobilités de notre époque / coord. J. Le Gall, O. Hamant), nov. 2017.
- *Seminar on the « IFITIS » research project – Discussion with Profs F. Salerno, S. Forlati*. – Ferrare : Università degli studi di Ferrara, nov. 2017.
- *Conference on « The Future of « Il ordinamento giuridico »*. – Santi Romano ». – Discussion with Profs F. Salerno, M. Magri. – Ferrare : Università degli studi di Ferrara, nov. 2017.
- *De quoi le droit est-il (aussi) fait ? Réflexions autour de l'approche pluridisciplinaire et comparée des phénomènes complexes de circulation*. – Conférence / org. J.-B. Racine. – Nice : Université de Nice-Côte d'Azur (GREGEG, UMR 7321), nov. 2017.
- *La compétence fondée sur les objets de régulation transnationaux*. – Communication. – Colloque intern. « Le Droit Bancaire et Financier à l'épreuve des Cours Suprêmes » / org. J.-M. Canac, Barreau de Nice, AEDBF Europe ; dir. sc. M. Teller. – Nice : Université de Nice-Côte d'Azur ; AEDBF Europe, nov. 2017.
- *La circulation totale au-delà du contrôle : regard d'un juriste sur la gestion d'un risque invisible*. – Cycle de conférences. oct.-déc. 2017 / org. J.P. Burgess. – Paris : ENS (Chair of Geopolitics of Risk), nov. 2017.
- *Cross-Border Movement and the Law: for a Global Approach*. – Conférence. – The Global Mondays Lecture Series. – Seattle: University of Washington, nov. 2017.
- *Rapport de synthèse*. – Colloque « L'inapplication du droit » / org. R. Le Bœuf, O. Le Bot. – Aix-en-Provence : Aix-Marseille Université (UMR de Droit international, comparé et européen), oct. 2017.
- *Présentation générale du projet et état de la recherche, Full movement of capital, Multidisciplinary approach of border crossing phenomena*. – 3 workshops sur le projet de recherche IFITIS. – São Paulo : USP, sept. 2017.
- *Rapports entre le droit international privé et le droit européen*. – Conférence. – São Paulo : USP, sept. 2017.
- *Les systèmes complexes : quelles utilités pour le droit ? - Rencontres sciences dures et sciences juridiques*. – Séminaire de recherche. – LYON : IXXI, sept. 2017.
- *Séminaire de discussion sur la circulation totale au-delà du contrôle et les personnes* (projet IFITIS). – Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, EDIEC, octobre 2017.
- *Transfert transatlantique de données*. – Conférence. – São Paulo : USP, sept. 2017.
- *Workshops on "Full Movement Beyond Control and the Law" (IFITIS Research project)*. – Herzliya (Israël): IDC Herzliya, Radzyner School of Law, juin 2017.
- *Séminaire de discussion sur la circulation totale au-delà du contrôle et le droit privé* (projet IFITIS). – Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, Équipe de droit privé Louis Josserand, mai 2017.

- *La concurrence normative dans les échanges internationaux*. – Communication. – Séminaire pluridisciplinaire (droit – économie – gestion) / animé par A. Charbonneau, L. Grard et J. Porta. – Projet de recherche NoME : Normes et Mondialisation des échanges. – Bordeaux : CRDEI, mai 2017.
- *Control and the Law: the state of the research for data and capital*. – Conférence sur le projet de recherche IFITIS : Full Movement Beyond. – Rio de Janeiro: UERJ, sept. 2017.
- *Full movement of capital and virtual currencies – Full movement of waste: comparison EU, Brazil, Canada*. – 2 workshops sur le projet de recherche IFITIS. – Brasilia: UNICEUB, Federal Bank, IDP, sept. 2017.
- *Legal Unification in a European Perspective – The Failure of the Uniform Sales Act*. – Communication. – Conférence “Japans Law – French Law: What are the Lessons for Legal Reform?” / org. B. Jaluzot. – Lyon : SciencesPo Lyon; ENS Lyon, mars 2017.
- « *L’espace-temps* » en droit. – Communication. – Séminaire pluridisciplinaire sur le temps. – Lyon : ENS (IXXI), mars 2017.
- *Circulation totale au-delà du contrôle et droit*. – Conférence. – Tunis : Université de Carthage (Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales), janv. 2017 (Projet IFITIS).
- *Full Movement Beyond Control and the Law*. – Conférence. – Tokyo: Keio University, janv. 2017 (IFITIS Research project).
- *Recent Trends in Free Trade and Implications on IP: the Issue of the Brexit*. – Présentation. – Symposium on “Globalization of Japanese Companies and International Corporate Legal Practice Focus on Tax and IP Issues”. – Tokyo: Keio University, janv. 2017.
- *Global Studies, Global Students, Global Lawyers: an European Perspective*. – Présentation. – Meeting “Legal Education: Present and Future Global Changes”. – Tokyo: Keio University, janv. 2017.
- *Full Movement Beyond Control and the Law*. – Conférence. – Osaka; Kyoto: Osaka University Ritsumeikan University, janv. 2017 (IFITIS Research project).
- *La recherche en droit, pour quoi faire ? Réflexion d’étape sur le projet IFITIS*. – Conférence. – Strasbourg : ED Droit, Science politique et Histoire, janv. 2017.
- *Figures du juriste global*. – Intervention. – « États généraux de la recherche sur le droit et la justice » – Paris : GIP Justice, MESR, Ministère de la Justice, ENM – CNRS, janv. 2017.

#### **CARPANO (E.).**

- *Les figures de l’exception en droit de l’Union*. – Communication. – Colloque « L’exception en droit de l’Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.
- *Présentation générale*. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.
- *Les rapports entre l’Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit*. – Communication. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.

**CRAVAREZZA (A.), COMBET (M.).** – *Brexit, Finance et gouvernance économique*. – Communication. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.

#### **FERRARI-BREEUR (Ch.).**

- *La formazione del giudice amministrativo in Francia*. – Communication en italien. – Colloque “la Formazione del giudice”. – Milano : Università Bocconi, 13 nov. 2017.
- *L’assurance des objets d’art des personnes publiques*. – Communication. – Colloque « Assurance et marché de l’art ». – Paris : IAP Sorbonne ; IRJS Université Paris 1 Panthéon-

Sorbonne, 21 déc. 2017. – Actes à paraître dans la revue *IP/IT Dalloz*.

**GRANGEON (J.).** – *Le marché intérieur après le Brexit ?* – Communication. – Colloque « Identités et intégration européenne : le Brexit en perspective » / dir. E. Carpano. – Lyon : CEE, 8 juin 2017.

**KARPENSCHIF (M.).** – *Les exceptions à la libre concurrence.* – Communication. – Colloque « L'exception en droit de l'Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.

**LE BAUT FERRARESE (B.).**

- *Les « questions » entre juges dans l'ordre juridique de l'Union européenne : entre procédures d'exception et procédures exceptionnelles.* – Communication. – Colloque « L'exception en droit de l'Union » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.

- « *Énergies marines renouvelables* » et droit de l'UE : entre assimilation et adaptation. – Communication. – Colloque « Les soixante ans du traité de Rome : l'UE et la mer » / dir. A. Cudennec). – Université de Bretagne Occidentale (UMR AMURE/Centre de droit et d'économie de la mer), 23-24 nov. 2017.

- Une politique européenne de l'énergie pour une société plus durable. – Rapport de table ronde. – Colloque « Quelle(s) politique(s) de l'énergie en Europe pour quel modèle de société ? ». – Assoc. Europa-Conseil régional Nouvelle Aquitaine, 24 nov. 2017.

**LEKKOU (E.).** – *Le Brexit, fin du projet européen ?* – Conférence. – Erevan : UFAR, 19 oct. 2017.

**MARTI (G.).** – *L'exception fondée sur l'identité constitutionnelle, reflet de la spécificité de l'UE.* – Communication. – Colloque « L'exception en droit de l'Union européenne » / dir. E. Carpano, G. Marti. – Lyon : CEE, 12-13 oct. 2017.

**SURREL (H.).** – *Le juge de l'Union et le droit au respect de la vie privée.* – Communication. – Colloque « Vie privée : quelle protection par quel juge ? ». – Lyon : Université Lyon 2 (Faculté de droit), 24 nov. 2017.

## 4. ORGANISATION ET VIE DU CEE

### 4.1. Contrat quinquennal 2016-2020

L'AERES l'ayant préconisé en 2010 (contrat quinquennal 2011-2015), le CEE a rejoint, en janvier 2011, l'Équipe de Droit International, Européen et Comparé (EDIEC – EA 4185), dirigée par le Professeur Frédérique FERRAND, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Directrice de l'Institut de Droit Comparé Édouard Lambert.

Composition CEE CQ 2007-2010	Composition CEE – CQ 2011-2015	Composition CEE – CQ 2016-2020
<p><b>Membres titulaires</b>            CARDON Mathieu, MCF            CARPANO Éric, MCF            FERRARI-BREEUR Christine,            MCF HDR            KARPENSCHIF Michaël, PR            LE BAUT-FERRARESE            Bernadette, MCF            PERTEK Jacques, PR            PHILIP Christian, PR            ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p><b>Personnels administratifs</b>            GERVASONI Véronique            SEMASHKEVICH Tatsiana</p> <p><b>Allocataires de recherche</b>            ADALID Sébastien            CHABAUD Léonie            COMBET Mathieu            ROBERT Loïc</p> <p><b>ATER (NB : non comptabilisés            dans les projets scientifiques            des équipes)</b>            LOLJEEH Rajendranuth            KATSORCHI Panagiota</p> <p><i>Source</i> : Projet scientifique            Équipe de droit public de Lyon,            EA 666 (p. 3)</p>	<p><b>Membres titulaires</b>            CARDON Mathieu, MCF            CARPANO Éric, PR            DEBARD Thierry, PR            FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR            KARPENSCHIF Michaël, PR            LE BAUT-FERRARESE Bernadette, MCF            HDR            LEKKOU Efthymia, MCF            VIENNOIS Jean-Pierre, PR            ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p><b>Personnels administratifs</b>            GERVASONI Véronique, IGE</p> <p><b>Docteurs, ATER et doctorants</b>            ARABAGHIAN Anouche, Docteur en droit            ARTEMIOU Eleni            AUGOYARD Marc, Docteur en droit            BENARBIA Saïd            BENIDIR Toufik            BENZAQUEN Béline            CHABAUD Léonie            COGNET Gaëlle            COMBET Mathieu, Docteur en droit            DESFORGES Antoine, ATER            DJERDJIAN Endza            DOSSAN Gilles Landry            DURAND Étienne, ATER            GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle            JOUTEUX Chloé            JURY Fabrice, Doctorant contractuel            KATSORCHI Panagiota            KRUSZLIC Peter            LAWU KIFWENKELWA Benoît            LOLJEEH Rajendranuth            LOUGRAIDA Myriam            MKHITARYAN Monika            PETROVA Evgeniya ép. EME            PROUTEAU Juliette            RAMI Karima            ROBERT Loïc, Docteur en droit            SONKO Aminata            VOUGIOUKAS Dimitrios, Docteur en droit            WATTECAMPS Aurélie</p>	<p><b>Membres titulaires</b>            CARDON Mathieu, MCF            CARPANO Éric, PR            DEBARD Thierry, PR            FERRARI-BREEUR Christine, MCF HDR            KARPENSCHIF Michaël, PR            LE BAUT-FERRARESE Bernadette, PR            LEKKOU Efthymia, MCF            MARTI Gaëlle, PR            ROBERT Loïc, MCF            SURREL Hélène, PR            VIENNOIS Jean-Pierre, PR            ZAMPINI Florence, MCF HDR</p> <p><b>Docteurs, ATER et doctorants</b>            ARTEMIOU Eleni, Docteur en droit            CHATTOUT Yassine            COGNET Gaëlle            CRAVAREZZA Amaury            DESFORGES Antoine            DJERDJIAN Endza            DOSSAN Gilles Landry            DURAND Étienne, Docteur en droit            FRANCOISE Marylou            GRANGEON Julie, Doctorante contractuelle            JOUTEUX Chloé            JURY Fabrice, Docteur en droit, ATER            KATSORCHI Panagiota            KRUSZLIC Péter            LAHOVAZI Mehdi, Docteur en droit            LOLJEEH Rajendranuth            MAULET Léa            NDZIE Charlie            RAMI Karima            SONKO Aminata            SOW Abdoulaye            TIREL Georges            TILLMANN Marie            WATTECAMPS Aurélie.</p>

## 4.2. Soutenances de thèses

- **DURAND Étienne.** – *Électricité de source renouvelable et droit du marché intérieur.* – Thèse dirigée par les Professeurs **Michaël Karpenschif** et **Bernadette Le Baut-Ferrarese**, soutenue le 1<sup>er</sup> décembre 2017.
- **JURY Fabrice.** – *L'efficacité du service public.* – Thèse dirigée par le Professeur **Michaël Karpenschif**, soutenue le 7 décembre 2017.
- **LAHOUAZI Mehdi.** – *Le développement des modes alternatifs de règlement des différends dans les contrats administratifs.* – Thèse dirigée par le Professeur **Michaël Karpenschif**, soutenue le 24 novembre 2017.

## 4.3. Prix, distinctions et nominations

### 1<sup>er</sup> septembre 2017

- Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en qualité de Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
- Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en qualité de Directrice pédagogique adjointe de la licence en droit – Campus de Bourg-en-Bresse.
- Nomination de **Éric Carpano** en qualité de Directeur du **CEE**.
- Nomination de **Gaëlle Marti** en qualité de Directrice adjointe du **CEE**.

## 4.4. Support pour les masters et les doctorats en droit européen

Le Centre d'Études Européennes est le support scientifique de la mention **Droit européen** qui comprend le **Master Droit européen des affaires** (responsables pédagogiques : Éric Carpano et Bernadette Le Baut-Ferrarese, Professeurs) ; le parcours de première année est dirigé par le Professeur Gaëlle Marti.

Le CEE soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs qui sont membres ou associés de son centre de recherche, de même que ses trois homologues de l'**EDIEC**, le **CDI**, le **CREDIP** et l'**IDCEL**.

## 4.5. Soutien au concours de plaidoiries en droit européen European Law Moot Court Competition

L'*European Law Moot Court* est le concours de plaidoiries en droit européen le plus prestigieux au monde. Tous les ans, une centaine des meilleures universités participent à quatre finales régionales. Il s'agit d'un concours bilingue – français et anglais.

Le CEE apporte à l'organisation du concours un soutien pédagogique (organisation et formation par un enseignant-chercheur du CEE ; prise en compte de la participation au concours en note de séminaire du *Master Droit européen des affaires*) et logistique (mise à disposition des locaux et équipements ; prix remis aux lauréats).

--



**Encadrement :**

**Gaëlle Marti**, Professeur agrégé de droit public, Responsable pédagogique du M1 Droit européen, **Yassine Chattout** et **Georges Tirel**, Doctorants.

**Équipiers :**

**Juliette Boivineau**

**Pierre Carrot**

**Jules Dimondo** et

**Alexandre Raba**, étudiants en Master Droit européen des affaires, entraînés par **Gaëlle Marti** et **Julie Grangeon**, ont été qualifiés pour la finale régionale qui a lieu à La Haye, du 2 au 54 février 2017, au terme de laquelle ils se sont inclinés.

Case 2016-2017: *Woland v European Central Bank and Woland v National Central Bank of Bezdomny* (Joined Cases M-80/16 and M-230/16)

#### 4.6. Documentation scientifique

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, **bibliothèque associée** au Service Commun de la Documentation (SCD), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec **6 544 ouvrages** au 31/12/2017. La localisation des ouvrages du fonds s'effectue par le catalogue général des bibliothèques de Lyon 3.

Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du CEE est **agréé par l'Union européenne** (Office des publications de l'Union européenne, OPUE, Luxembourg), avec **36 autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France**. Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon. Le CEE est ainsi assujéti à trois obligations :



Être **dépositaire** de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;

Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;

Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet**.

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.

#### 4.7. Moyens financiers (budget primitif 2018)

L'EDIEC consacre **80 % de sa dotation annuelle** (part de la SCSP versée par le MESR à l'établissement) à son **activité scientifique** (opérations et documentation) et 20 % à son **fonctionnement**.

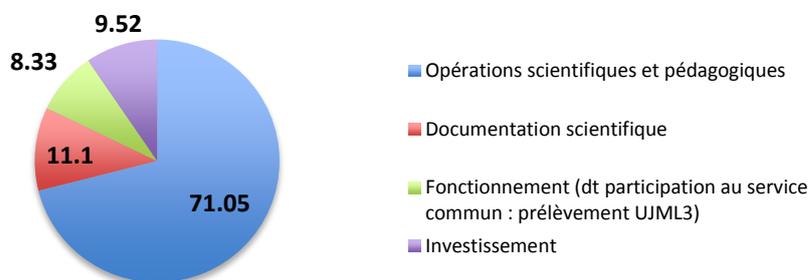
Depuis janvier 2016, les sous-centres de responsabilité sont gérés **sous un seul Centre de responsabilité**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL, compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et, partiellement, les décisions administratives corrélatives, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les eOTP<sup>1</sup> et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes. D'autre part, une partie de la masse salariale du personnel administratif de l'EDIEC, prise en charge par l'établissement, transite sur le CR, également sans fongibilité.

Enfin, **l'évaluation** de l'équipe ayant été excellente (évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et de l'intensité de sa production scientifique), sa dotation a été augmentée. Cette augmentation n'affecte pas la politique déterminée de l'EDIEC de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources** (extérieures à l'établissement, publiques et privées ; par exemple, en 2018, le budget total de l'EDIEC augmentera de 50 % par l'apport de financements européens).

**Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2018, masse salariale comprise) :**



**Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2018, hors masse salariale et eOTP) :**



**4.8. Site web du CEE**

<sup>1</sup> Élément(s) d'organigrammes techniques de projets. Pour notre équipe, ce sont des subventions régionales, nationales et européennes d'un montant variant de **1 500 à 75 000 euros**.



## Fréquentation du site web du CEE (<http://cee.univ-lyon3.fr>)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014 <sup>2</sup>	2015	2016	2017	Nbre cumulé de visites (2009-2017)
Moyenne journalière	47	47	40	47	38	29	25	24	33	<b>104 806</b>
Moyenne mensuelle	1 306	1 452	1 232	1 447	1 171	886	760	744	1 020	
<b>Total annuel</b>	<b>13 603</b>	<b>17 426</b>	<b>14 787</b>	<b>17 369</b>	<b>14 063</b>	<b>10 638</b>	<b>9 129</b>	<b>9 144</b>	<b>12 250</b>	

### Origine des visites (données cumulées depuis 2009) :

Google	<b>85,83 %</b> des visites
Qwant	<b>9,15 %</b> des visites
Faculté de Droit – UJML3	<b>1,23 %</b> des visites
EDIEC	<b>0,91%</b> des visites
Bing	<b>0,80 %</b> des visites
<i>Autres sources</i>	<b>2,08%</b> des visites

### Répartition des visites depuis la création du site (données cumulées depuis 2009) :

C'est la rubrique *Vie du site (Accueil/Présentation, Brèves, Formulaire de contact, Mentions légales)* qui est la plus fréquentée (**59 %** des visites) depuis la création du site, précédant en cela les rubriques consacrées aux activités scientifiques (**13.9 %**), puis pédagogiques (**9.8 %**) du centre.

### Records de visites (données cumulées depuis 2009) :

- Record journalier : 13 mars 2013 – 339 visites (programmation scientifique) ;
- Record mensuel : août 2009 – 2 659 visites (17<sup>e</sup> Université européenne d'été du CEE).

<sup>2</sup> Le site a été désactivé durant sa maintenance et redirigé sur le site web de l'EDIEC au cours du mois de novembre 2014.

# ANNEXE

## Centre d'Études Européennes (CEE)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CEE  
15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

### Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC  
1C avenue des Frères Lumière  
CS 78242

69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51

Courriel : [cee@univ-lyon3.fr](mailto:cee@univ-lyon3.fr) / Page web : <http://cee.univ-lyon3.fr>



## ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

### Enseignants-chercheurs :

**Mathieu CARDON**, Maître de conférences en droit public

**Éric CARPANO**, Professeur des universités, Agrégé de droit public, Directeur

**Thierry DEBARD**, Professeur des universités, Agrégé de droit public

**Christine FERRARI-BREEUR**, Maître de conférences en droit public, HDR,

**Michaël KARPENSCHIF**, Professeur des universités, Agrégé de droit public

**Bernadette LE BAUT-FERRARESE**, Professeur des universités

**Efthymia LEKKOU**, Maître de conférences en droit public

**Gaëlle MARTI**, Professeur des universités, Agrégée de droit public, Directrice adjointe

**Loïc ROBERT**, Maître de conférences en droit public

**Hélène SURREL**, Professeur des universités, Sciences Po Lyon.

**Jean-Pierre VIENNOIS**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

**Florence ZAMPINI**, Maître de conférences en droit public, HDR

### Enseignants-chercheurs associés au CEE :

**Jean-Sylvestre BERGÉ**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé (EDIEC-CREDIP).

**Mathieu COMBET**, Maître de conférences en droit privé, Université Jean Monnet de Saint-Etienne, CERCRID.

**Panayotis SOLDATOS**, Professeur émérite de l'Université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

**Dimitrios VOUGIOUKAS**, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agrégé à l'Université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>).

**Melchior WATHELET**, Avocat général à la Cour de justice de l'Union.

### Docteurs / ATER / Doctorants :

**ARTEMIOU Eleni**, Docteur en droit

**CHATTOUT Yassine**

**COGNET Gaëlle**

**CRAVAREZZA Amaury**

**DESFORGES Antoine**

**DJIERDJIAN Endza**

**DOSSAN Gilles Landry**

**DURAND Étienne**, Docteur en droit

**FRANCOISE Marylou**

**GRANGEON Julie**, Doctorante contractuelle

**JOUTEUX Chloé**

**JURY Fabrice**, Docteur en droit

**KATSORCHI Panagiota**

**KRUZSLICZ Péter**

**LAHOVAZI Mehdi**, Docteur en droit

**LOJEEH Rajendranuth**

**MAULET Léa**

**NDZIE Charlie**

**RAMI Karima**

**SONKO Aminata**

**SOW Abdoulaye**

**TIREL Georges**

**TILLMANN Marie**

**WATTECAMPS Aurélie**

**NOUS SUIVRE SUR LE WEB :**

**CEE, Centre d'études européennes :** <http://cee.univ-lyon3.fr/>

**EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :**

**Publications :** <http://cee.univ-lyon3.fr/publications>

**Bilans :** <http://cee.univ-lyon3.fr/le-centre-et-ses-partenaires/rapports-d-activite>

**Blogs :** Le blog de Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE : <http://www.universitates.eu/jsberge>

**Directeur de publication :** Eric Carpano, Professeur agrégé de droit public, Directeur du Centre d'Études Européennes | **Réalisation, édition, photographies (sauf mention expresse) :** Véronique Gervasoni, Ingénieur d'études, Responsable administrative et responsable d'édition de l'EDIEC.

**Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit**

**Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA 4185**

**Centre d'Études Européennes** – 15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon – Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC – CEE – 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 – Courriel : [cee@univ-lyon3.fr](mailto:cee@univ-lyon3.fr) – Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 – Web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.